



CONSEIL MUNICIPAL DU 16 DECEMBRE 2022

L'an deux-mille-vingt-deux, le seize décembre à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune de Grésy-sur-Aix, dûment convoqué, s'est réuni publiquement en session ordinaire, en mairie – salon d'honneur, sous la présidence de M. Florian MAITRE, Maire.

Il s'assure que le quorum est atteint puis il déclare la séance ouverte et désigne le secrétaire de séance.

Nombre de conseillers :

En exercice : 27 Présents : 17 Votants : 26

Date de convocation du Conseil municipal : 9 décembre 2022

Présents : Mmes & MM. Eric BERLENGUER, Zélie BLANC, Anne-Laure BOMPAS, Florian CHOULET, Gino CICCARONE, Lionnel DARBON, Patrick FRIZON, Serge LODIER, Florian MAITRE, Estelle MAZZOLENI, Hervé PALIN, Colette PIGNIER, Eric REY, Matthias REUSS, Manuel REYNAERT, Malika TREMBLAY et Antoinetta VIRET.

Excusés avec pouvoir : Mme et MM. Patrick POURCHASSE, Chrystel GILLI-TROQUIER, Jean-Luc CHARPENTIER, Chantal ARNAULT, Patrice BONNEFOY, Magali DELOCHE, Marie-Madeleine DURAND, Corinne MONBEIG, Anne-Marie GAZZOTTI-PISTONE donnent respectivement pouvoir à Patrick FRIZON, Eric REY, Colette PIGNIER, Florian MAITRE, Hervé PALIN, Estelle MAZZOLENI, Zélie BLANC, Serge LODIER et Malika TREMBLAY

Excusée : Laurence JALABERT

Secrétaire de séance : Colette PIGNIER

Délibération 2022-104 : Convention de mise à disposition de service communal à Grand Lac

Dans le cadre de sa politique de mutualisation, et à l'échéance des précédentes conventions de mise à disposition, l'agglomération de Grand Lac propose à ses communes membres de poursuivre aux mêmes conditions que précédemment leurs interventions au titre des compétences transférées, par mise à disposition des services communaux, pour une durée de 2 ans à compter du 1^{er} janvier 2022.

Dans l'attente d'une refonte et actualisation plus complète des conditions de mise à disposition, seule est modifiée l'organisation du remboursement de Grand Lac (un versement unique au lieu de trois).

Conformément à l'article L 5211-4-1 II du CGCT, et dans un souci de bonne organisation et de rationalisation des services, cette intervention donne lieu à une convention (ci-jointe) pour préciser les conditions et modalités de mise à disposition des services de la Commune au profit de Grand Lac dont elle est membre, dans la mesure où ces services sont nécessaires à l'exercice des compétences transférées à Grand Lac.

La mise à disposition porte également sur les biens matériels de travail et de locomotion (véhicules, outillage) qui sont liés au service.

A titre indicatif (voir annexe jointe), le service technique municipal intervient notamment en entretien sur :

- **les zones d'activités économiques (ZAE)** relevant de la compétence d'agglomération « création, l'aménagement, et l'entretien des ZAE sur son territoire ».

Dans les conditions fixées en commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) le 8 novembre 2016, la notion d'entretien recouvre les éléments suivants :

- éclairage public : la commune a à sa charge son alimentation électrique, une veille sur l'état des équipements, et le remplacement des ampoules défectueuses dans les meilleurs délais,
- voirie des ZAE : la maintenance courante (réparation limitée de l'enrobé, nid de poule par exemple), le déneigement, le marquage, le balayage sont assurés par la commune,
- entretien des espaces verts : tonte, désherbage, taille des arbres et arbustes sont assurés par la commune sur les espaces publics des ZAE, ainsi que sur les parcelles destinées à la vente.

L'entretien des espaces commercialisés reste à charge de leur propriétaire ou locataire.

Ces missions d'entretien peuvent être partagées entre la commune et Grand Lac, la communauté d'agglomération pouvant intervenir directement par l'intermédiaire de son propre personnel ou d'un prestataire.

A date de signature de la convention, le coût global de la prestation ZAE réalisée par la commune est estimé à un montant global de 61 125 €.

- **Les Points d'Apports Volontaires** et notamment pour :

- vider la corbeille présente sur la colonne aérienne "verre",
- ramasser les déchets présents au sol en les déposant, si possible, dans les colonnes appropriées sur le site. Si ces déchets ne correspondent pas aux colonnes du site en question, ils devront alors être emportés et déposés dans d'autres contenants adaptés,
- plus généralement, maintenir les abords des colonnes propres,
- signaler au service déchets de Grand Lac tout problème constaté sur un site tels que colonne détériorée ou débordante.

Ces missions se font autant de fois que nécessaire pour maintenir le point en bon état de propreté. La fréquence variant d'un point à un autre, il a été convenu, entre les parties, un temps moyen hebdomadaire d'entretien de 23 minutes.

Ce temps concerne uniquement le nettoyage du PAV étant entendu que les agents de la propreté urbaine sont en permanence sur le terrain et n'ont pas lieu de se déplacer spécialement pour le nettoyage de ces points.

L'unité horaire nécessaire pour calculer le coût de la prestation est obtenue en multipliant le nombre de PAV concernés par les 52 semaines et par 0,38 heure (23 minutes d'entretien par point et par semaine).

A la signature de la présente convention, le nombre de PAV étant de 38, le total annuel d'heures est de 751 heures.

A date de signature de la convention, le coût global de la prestation PAV est estimé à un montant global de **17 430 €**.

Les conventions, prévues initialement pour une durée de cinq ans, sont désormais échues. Il convient en 2023 de mener une réflexion plus approfondie avec Grand Lac sur la mutualisation de ces services (périmètre, niveau d'intervention de chaque collectivité...).

Afin de couvrir la période transitoire entre les anciennes conventions et les nouvelles issues de la future réflexion, soit les années 2022 et 2023, une nouvelle convention cadre est proposée aux communes. Celle-ci ne modifie que l'organisation du remboursement de Grand Lac, qui se fera désormais par un versement unique là où trois versements était initialement prévus. Le reste de la convention reprend le contenu de la convention de 2017, et les annexes restent les mêmes. L'objectif est ainsi de pouvoir régler les factures des communes correspondant aux services rendus dans cette période et de se laisser un an pour travailler ensemble sur une nouvelle convention entre les communes concernées et l'agglomération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des suffrages exprimés, décide :

- d'approuver les conventions et leurs annexes jointes à la délibération,
- d'autoriser M. le Maire à signer les conventions avec Grand Lac et tous les actes afférents.

Fait à Grésy-sur-Aix, le 16 décembre 2022

Le Maire,
Florian MAITRE



Envoyé en préfecture le 20/12/2022

Reçu en préfecture le 20/12/2022

Publié le 20/12/2022

ID : 073-217301282-20221216-DEL2022104CM-DE





Convention de mise à disposition de services des communes au profit de Grand Lac

Entre

Grand Lac Communauté d'Agglomération, dont le siège est 1500 Boulevard Lepic - 73100 Aix-les-Bains, représentée par son Président en exercice, XXX, dûment habilité aux fins de signature des présentes par délibération du Conseil Communautaire en date du XXXXXX,

Ci-après désignée « **Grand Lac** »,

Et

La commune XXX, dont le siège est XXXXXXXXXXXXX, représentée par son maire XXX, dûment habilité aux fins de signature des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du XXX,

Ci-après désigné « **la Commune** »,

Grand Lac et la Commune sont dénommés ensemble « **les Parties** ».

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5211-4-1 et D. 5211-16 ;

Vu les statuts de Grand Lac Communauté d'Agglomération.

IL EST CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet, conformément à l'article L 5211-4-1 II du CGCT, et dans un souci de bonne organisation et de rationalisation des services, de préciser les conditions et modalités de mise à disposition des services de la Commune au profit de Grand Lac dont elle est membre, dans la mesure où ces services sont nécessaires à l'exercice des compétences transférées à Grand Lac.

Les parties conviennent qu'il est de meilleure organisation d'affecter à certaines tâches les services communaux préexistants et déjà présents sur le territoire concerné.

Les services mis à disposition de Grand Lac par la Commune et les missions exercées sont précisés et décrits en annexe de la présente convention.

La mise à disposition porte également sur les biens matériels de travail et de locomotion (véhicules, outillage) qui sont liés au service.

ARTICLE 2 : DUREE ET ENTREE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de deux (2) ans, à compter de son entrée en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2022.

Toute convention antérieure entre les mêmes parties et pour le(s) même(s) objet(s) cesse de produire ses effets à la date d'entrée en vigueur de la présente convention.

La présente convention pourra être renouvelée d'un commun accord entre les parties.

ARTICLE 3 : SITUATION DES AGENTS EXERÇANT DANS LES SERVICES MIS A DISPOSITION

Les agents des services mis à disposition demeurent statutairement employés par la Commune, dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.

Ils effectuent leur service, pour le compte de Grand Lac, bénéficiaire de la mise à disposition de service, selon les quantités et les modalités prévues par les annexes de la présente convention.

Ils sont placés, pour l'exercice de leurs fonctions, sous l'autorité fonctionnelle du président de Grand Lac.

Le maire est l'autorité hiérarchique, il continue de gérer la situation administrative des personnels mis à disposition. En qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, le maire exerce le pouvoir disciplinaire. Il est saisi au besoin par Grand Lac.

L'entretien professionnel annuel de l'agent mis à disposition continue de relever de la Commune. Toutefois, un rapport sur la manière de servir de l'agent mis à disposition assorti d'une proposition d'appréciation de la valeur professionnelle peut être établi par son supérieur hiérarchique au sein de Grand Lac et transmis à la commune.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EMPLOI DES PERSONNELS MIS À DISPOSITION

Les conditions d'exercice des fonctions mis à disposition au sein de Grand Lac Communauté d'agglomération sont établies par celle-ci.

Les autres modalités liées aux conditions de travail des personnels mis à disposition sont fixées par la Commune, laquelle prend notamment les décisions relatives aux absences, congés annuels et congés pour indisponibilité physique et en informe Grand Lac qui, sur ce point, peut émettre des avis s'il le souhaite. La commune délivre les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés de formation professionnelle ou pour formation syndicale après information de Grand Lac si ces décisions ont un impact substantiel pour celui-ci.

La Commune verse aux agents concernés par la mise à disposition, la rémunération correspondant à leur grade ou à leur emploi d'origine (traitement, le cas échéant, supplément familial de traitement, indemnité de résidence, primes et indemnités). Le personnel mis à disposition est, en revanche, indemnisé directement par Grand Lac pour les frais et sujétions auxquels il s'expose dans l'exercice de ses fonctions suivant les règles en vigueur en son sein.

ARTICLE 5 : INSTRUCTIONS ADRESSEES AUX CHEFS DES SERVICES MIS A DISPOSITION

Conformément aux dispositions de l'article L. 5211-4-1 II du CGCT, le président de Grand Lac peut adresser directement aux chefs des services mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches et des missions qu'il confie audit service dans les limites des temps de travail définies par la présente convention.

Il contrôle l'exécution des tâches et missions ainsi confiées.

ARTICLE 6 : DELEGATIONS DE SIGNATURE CONSENTIES AUX CHEFS DES SERVICES MIS A DISPOSITION

Conformément aux dispositions de l'article L. 5211-4-1 II du CGCT, le président de Grand Lac peut, le cas échéant, donner sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au responsable du service mis à disposition, pour l'exécution des missions qu'il lui confie en application de l'article 1er de la présente convention.

ARTICLE 7 : MODALITES FINANCIERES DE LA MISE A DISPOSITION

Conformément aux dispositions de l'article D 5211-16 du CGCT, Grand Lac s'engage à rembourser à la commune :

7.1. Les charges de fonctionnement engendrées par la mise à disposition, à son profit, du service visé à l'article 1 de la présente convention. Il est convenu que l'unité de fonctionnement décrite à l'article D 5211-16 du CGCT est l'unité horaire, à multiplier par le coût horaire. Le coût horaire intègre toutes les dépenses liées au fonctionnement du service : charges de personnel, fournitures, coût de renouvellement des biens et contrats de services rattachés, frais de siège... à l'exclusion de toute autre dépense non strictement liée au fonctionnement du service.

Ce coût A est défini annuellement par la commune sur la base des dépenses des derniers comptes administratifs, actualisées des modifications prévisibles des conditions d'exercice de l'activité au vu du budget primitif de l'année.

Il se calcule par la formule $A = (B + C) / 1607 \text{ heures}$ où :

- B = salaire annuel d'un agent effectuant l'entretien,
- C = coût de fonctionnement annuel du matériel et/ou du véhicule utilisés (carburant, entretien, maintenance, amortissement).

Les coûts B et C peuvent varier selon l'objet de la convention (nature des services rendus, des personnels mis à disposition ...).

Ils sont précisés, le cas échéant, dans les annexes à la présente convention.

- 7.2. Ainsi que, le cas échéant, les frais réels acceptés par Grand Lac préalablement à la commande faite par la commune par Grand Lac et qui ne seraient pas intégrés aux dépenses détaillées au 6.1, au vu des justificatifs produits par la commune au cours du 3^{ème} trimestre de l'exercice au cours duquel ont eu lieu les services décrits à l'article 1^{er} de la présente convention.
- 7.3. Le remboursement par Grand Lac fait l'objet d'un versement en 1 part au cours du 1^{er} trimestre de l'année n+1, sur la base d'un état annuel fourni par la commune et présentant le nombre d'heures de recours aux services mis à disposition, et toute pièce venant à l'appui de la demande de remboursement. Si l'intégralité des sommes dues est connue dès le mois de novembre de l'année n, le solde du remboursement est alors effectué en totalité à cette date, sur la base des mêmes justificatifs.

ARTICLE 8 : MISE À DISPOSITION DES BIENS MATERIELS

Les biens affectés aux services sont mis à disposition (véhicules, outillage, etc.).

Ils restent en revanche acquis, gérés, assurés et amortis par la commune, même s'ils sont mis à la disposition de Grand Lac.

ARTICLE 9 : DISPOSITIF DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

Les parties conviennent de l'installation d'un comité de suivi de la mise en œuvre de la présente convention.

Il est composé, à parité, de deux représentants désignés par le maire de la Commune et de deux représentants nommés par le président de Grand Lac, assistés de techniciens en tant que de besoin.

Le comité de suivi est notamment chargé d'examiner les conditions financières de ladite convention et le cas échéant, d'être force de proposition pour améliorer la mutualisation des services entre Grand Lac et la Commune.

Le comité de suivi établit, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention.

Il sera demandé aux agents des services de la commune mis à disposition de Grand Lac de tenir à jour un état récapitulatif précisant, pour chaque service concerné, le temps de travail consacré et la nature des activités effectuées pour le compte de Grand Lac. Cet état serait alors transmis annuellement au directeur général des services de Grand Lac et au comité de suivi.

Le rapport du comité de suivi est intégré, ou annexé, au rapport annuel d'activité de Grand Lac visé par l'article L. 5211-39 alinéa 1 du CGCT.

ARTICLE 10 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Durant la mise à disposition du service, le ou les agents concernés agiront sous la responsabilité de Grand Lac.



En cas de faute lourde commise par l'une des deux parties au détriment de l'autre, la partie victime pourra engager la responsabilité de l'autre partie, par dérogation aux stipulations de l'alinéa précédent, non sans avoir tenté toute démarche amiable utile et la mise en œuvre des procédures de conciliation prévues par la présente convention.

ARTICLE 11 : AVENANTS

La présente convention pourra faire l'objet d'avenants d'un commun accord entre les parties, notamment pour tenir compte d'aménagements nouveaux.

ARTICLE 12 : DENONCIATION DE LA CONVENTION

La mise à disposition prend fin au terme fixé à l'article 2 de la présente convention.

Les Parties se réservent par ailleurs, le droit de résilier la convention, pour un motif d'intérêt général lié à l'organisation de leurs propres services, moyennant un préavis de six mois. Cette décision fait l'objet d'une information par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 13 : LITIGES

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du tribunal administratif de Grenoble.
Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

ARTICLE 14 : DISPOSITIONS FINALES

La présente convention sera transmise en Préfecture et notifiée aux services concernés ainsi qu'aux trésoriers et aux assureurs respectifs des parties.

Fait à Aix-les-Bains, en 3 exemplaires,

Pour la Commune

Le Maire
...

Pour Grand Lac

Le Président,
Renaud Beretti

Envoyé en préfecture le 20/12/2022

Reçu en préfecture le 20/12/2022

Publié le 20/12/2022

ID : 073-217301282-20221216-DEL2022104CM-DE



Annexe n° 1

Compétence de gestion des Zone d'Activités Economiques (ZAE)

Grand Lac a en charge la création, l'aménagement, et l'entretien des ZAE sur son territoire.
Ces ZAE sont identifiées par délibération du Conseil communautaire, assorties du plan de chaque zone.

ARTICLE 1 : DESCRIPTIF DES MISSIONS

Les agents du service mis à disposition sont chargés de l'intégralité des charges d'entretien des ZAE.
Conformément au rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) réunie le 8 novembre 2016, la notion d'entretien recouvre les éléments suivants, sous réserve que les équipements cités existent sur la zone :

- Eclairage public : la commune a à sa charge son alimentation électrique, une veille sur l'état des équipements, et le remplacement des ampoules défectueuses dans les meilleurs délais.
- Voirie des ZAE : la maintenance courante (réparation limitée de l'enrobé, nid de poule par exemple), le déneigement, le marquage, le balayage sont assurés par la commune ;
- Entretien des espaces verts : tonte, désherbage, taille des arbres et arbustes sont assurés par la commune sur les espaces publics des ZAE, ainsi que sur les parcelles destinées à la vente.

L'entretien des espaces commercialisés est à charge de leur propriétaire ou locataire.

Ces missions d'entretien peuvent être partagées entre la commune et Grand Lac, la communauté d'agglomération pouvant intervenir directement par l'intermédiaire de son propre personnel ou d'un prestataire.

Si tel est le cas, la part des missions confiées à la commune est décrite ci-après.

ARTICLE 2 : CHARGE DU RENOUELEMENT OU DE LA REPARATION DES EQUIPEMENTS

Le renouvellement, l'enrichissement et les réparations significatives sont assurés par Grand Lac, bénéficiaire de la mise à disposition des équipements et de la voirie des ZAE.

Cela concerne notamment le remplacement des candélabres hors d'usage et le renouvellement du tapis d'enrobé des voiries.

De même, Grand Lac a en charge l'assurance des biens ainsi mis à disposition.

ARTICLE 3 : ESTIMATION DES COUTS ASSOCIES A LA PRESTATION RENDUE

A date de signature de la convention, le coût global de la prestation est estimé à un montant global de 61 125 €. Ce montant servira de base de calcul des 2 premiers acomptes cités à l'article 6.3 de la convention.

Annexe n° 2

Compétence de voirie/propreté urbaine

Grand Lac a en charge la collecte et le traitement des déchets des ménages et des déchets assimilés. Pour ce faire, elle installe sur le domaine public de la commune des équipements nécessaires au tri et à la collecte de ces déchets dénommés ci-après Points d'Apport Volontaire (PAV).

Ces espaces peuvent faire l'objet de dépôts d'indésirables au pied des conteneurs qui doivent être nettoyés régulièrement.

Le pouvoir de police nécessaire pour verbaliser ces dépôts sauvages est détenu par la commune.

ARTICLE 1 : DEFINITION D'UN POINT D'APPORT VOLONTAIRE

Un PAV est un lieu aménagé et mis à disposition par la commune en général sur un espace public, où l'on trouve une ou plusieurs colonnes accessibles en libre-service et destinées à recueillir régulièrement certains déchets et emballages ménagers préalablement triés à domicile puis apportés par les utilisateurs en vue de leur dépôt provisoire avant le recyclage.

Ces points peuvent être constitués soient de colonnes aériennes, soient de colonnes semi-enterrées, soient de colonnes enterrées de capacité variant de 4 à 5 m³ chacun.

Seuls les points et colonnes d'accès publics sont concernés par la présente convention.

ARTICLE 2 : DESCRIPTIF DES MISSIONS

Les agents du service mis à disposition sont chargés de maintenir propre les PAV et notamment de :

- Vider la corbeille présente sur la colonne aérienne "verre" ;
- Ramasser les déchets présents au sol en les déposant, si possible, dans les colonnes appropriées sur le site. Si ces déchets ne correspondent pas aux colonnes du site en question, ils devront alors être emportés et déposés dans d'autres contenants adaptés ;
- Plus généralement, maintenir les abords des colonnes propres ;
- signaler au service déchets de Grand Lac tout problème constaté sur un site tels que colonne détériorée ou débordante.

Ces missions devront se faire autant de fois que nécessaire pour maintenir le point en bon état de propreté. La fréquence pouvant être très variable d'un point à un autre, il a été convenu entre les parties un temps moyen hebdomadaire d'entretien de 23 minutes.

Ce temps concerne uniquement le nettoyage du PAV étant entendu que les agents de la propreté urbaine sont en permanence sur le terrain et n'ont pas lieu de se déplacer spécialement pour le nettoyage de ces points.

L'unité horaire nécessaire pour calculer le coût de la prestation est obtenue en multipliant le nombre de PAV concernés par les 52 semaines et par 0,38 heure (23 minutes d'entretien par point et par semaine).

A la signature de la présente convention, le nombre de PAV étant de 38, le total annuel d'heures est de 751 heures.

ARTICLE 3 : ESTIMATION DES COÛTS ASSOCIES A LA PRESTATION RENDUE

A date de signature de la convention, les coûts B et C cités à l'article 6.1 de la convention-cadre sont estimés respectivement à un montant de 28 847 € et de 8 450 €, soit un coût global de la prestation estimé à un montant de 17 430 €.

Ce montant servira de base de calcul des 2 premiers acomptes cités à l'article 6.3 de la convention.